Conto corrente con la posta — Anno 89° — Numero 142

GAZZETTA UFFICIALE
DELLA
REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA — ROMA - Lunedì, 21 giugno 1948 — SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONI DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 3000 Semestrale L. 1800 Trimestrale L. 1000 Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 1600 - Semestrale L. 1000 Trimestrale L. 600 Un fascicolo L. 20
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

(Ai suddetti prezzi di abbonamento aggiungere, per tassa erariale, L. 12 per importi fino a L. 2000 e L. 16 per importi superiori).

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale„ veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, Via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); Via del Corso 234 (angolo via Marco Minghetti 23-24); Via Firenze 37 (palazzo del Ministero della Guerra); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele 3; in NAPOLI, Via Chiaia 5; e presso le Librerie depositarie di Roma e di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA — presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - Via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). La filiale della Libreria dello Stato in Milano, Galleria Vittorio Emanuele 3, è autorizzata ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1948

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI

LEGGI E DECRETI

DECRETO LEGISLATIVO 10 aprile 1948, n. 730.

Approvazione dell'Accordo fra l'Italia e la Francia relativo all'immigrazione di lavoratori italiani in Francia, concluso a Roma il 21 marzo 1947.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari esteri, di concerto con i Ministri Segretari di Stato per il lavoro e la previdenza sociale, per il tesoro e per il commercio con l'estero;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 7 aprile 1948:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data ai seguenti Accordi conclusi a Roma tra l'Italia e la Francia, il 21 marzo 1947:

a) Accordo relativo all'immigrazione italiana in Francia;

b) Accordo speciale relativo agli operai che si recano in Francia per la stagione delle barbabietole;

c) Accordo relativo alle condizioni di applicazione della legislazione francese sugli assegni familiari;

d) Scambio di Note.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto dal 21 marzo 1947.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Roma, addì 10 aprile 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — SFORZA — FANFANI — DEL VECCHIO — MERZAGORA

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 22 maggio 1948
Atti del Governo, registro n. 20, foglio n. 165. — FRASCA

Accord italo-français relatif à l'immigration italienne en France

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Français, soucieux de favoriser l'immigration italienne en France et de consentir à cette immigration tous les avantages susceptibles d'assurer aux travailleurs un niveau de vie et des conditions d'existence, en France, aussi élevés que possible, ont résolu de conclure. à cet effet, un accord et sont convenus des dispositions suivantes:

Art. 1

En vue d'assurer pendant l'année 1947 le recrutement en Italie et la mise au travail en France de 200.000 travailleurs destinés à l'industrie et à l'agriculture et désireux de se rendre en France, les deux Gouvernements prendront les mesures nécessaires, chacun en ce qui le concerne, pour que le départ en France de ces immigrants et leur mise au travail aient lieu à la cadence de 17.000 personnes par mois, en moyenne.

Art. 2

Le recrutement sera organisé par les soins des autorités italiennes compétentes en accord avec l'Office National d'Immigration français.

Art. 3

Les conditions d'âge, de santé et autres, exigées des candidats au recrutement, seront examinées, pour les différentes professions, par la Commission Technique permanente de Rome, prévue à l'art. 26 du présent Accord.

Art. 4

Les candidats seront soumis, dans la région de résidence, à une première visite médicale par les services médicaux italiens dans les conditions qui seront déterminées par les Autorités italiennes en tenant compte, notamment, des indications générales fixées par la Commission technique permanente de Rome.

Art. 5

Une visite de contrôle professionnel et médical, suivant les normes qui seront déterminées par la Commission visée à l'article précédent, sera effectuée dans les Centres prévus à l'art. 6 conjointement par les représentants des services italiens compétents et de l'Office National d'Immigration français.

Chacun d'eux se fera assister par les médecins et les techniciens qu'il jugera utile.

Art. 6

Les Autorités italiennes institueront à proximité de la frontière italo-française deux Centres vers lesquels elles dirigeront les travailleurs.

Art. 7

Les travailleurs italiens acceptés au contrôle du Centre en Italie seront acheminés sur des Centres d'Accueil et de Triage en France.

Les ouvriers recevront au Centre en Italie un engagement bilingue pour la ou les professions où des emplois sont disponibles et auxquelles le travailleur est candidat.

Cet engagement contiendra notamment des indications sur le métier, la région d'emploi et le barème des salaires et, autant que possible, sur les conditions de vie des travailleurs.

A cet engagement sera annexé un modèle bilingue de contrat applicable à cette catégorie de travailleurs.

Le contrat de travail proprement dit sera signé par l'émigrant dans le Centre en France. Ce contrat précisera la catégorie professionnelle, l'entreprise, le salaire, les conditions de vie et de logement de l'intéressé.

En aucun cas, les employeurs éventuels n'auront accès au Centre.

Les ouvriers qualifiés recevront leur contrat dans le Centre en Italie.

Art. 8

Dans les Centres de l'un et l'autre Pays, les organisations syndicales italiennes et françaises seront représentées.

Art. 9

Le Délégué de l'Office National d'Immigration à Rome et le Conseiller d'Emigration à la Représentation Italienne à Paris obtiendront les facilités nécessaires pour suivre l'activité des Centres.

Art. 10

A partir du jour où ils auront été acceptés, jusqu'à celui de leur embauche, les travailleurs seront pris en charge par l'Office National d'Immigration. Celui-ci leur versera, en outre, pendant la durée de cette période, une idemnité de 80 fr. par jour.

Art. 11

L'Office National d'Immigration remboursera au Gouvernement italien les frais afférents aux opérations de recrutement, de transport depuis le domicile du travailleur jusqu'au Centre italien, de nourriture et de logement, ainsi que les divers frais administratifs sur la base d'un forfait de 1500 lires par travailleur accepté.

D'autre part, l'Office National d'Immigration remboursera au Gouvernement italien, sur la base d'un forfait de 1000 lires par travailleur agréé, les frais afférents au séjour des dits travailleurs dans le Centre italien.

Le forfait de 1000 lires couvre également les frais afférents à la mise à la disposition, par les Autorités italiennes, au profit de l'Office National d'Immigration, du local et du matériel sanitaire nécessaires au contrôle prévu à l'art. 5.

La Commission technique permanente de Rome pourra reviser, le cas échéant, les forfaits prévus en tenant compte des variations du coût de la vie qui pourraient survenir pendant l'application de l'accord.

Les opérations, telles que analyses radiographiques, location d'appareils de radio etc., seront réglées en sus du forfait par l'Office National d'Immigration au tarif officiel en usage dans les installations d'assistence et de prévoyance sociale italienne, où leur prix sera fixé d'accord avec ces institutions.

Art. 12

En vue d'assurer aux travailleurs immigrés et à leur famille demeurée en Italie, des conditions de vie aussi favorables que possible, sur la base d'un traitement privilégié qui n'est accordé en France aux travailleurs originaires d'aucun pays autre que l'Italie, les dispositions suivantes ont été agréées: les travailleurs qui se rendent en France en vertu du présent Accord et ceux qui sont entrés en France après la date du 1er mars 1946 et qui ont été autorisés à y travailler, bénéficieront du régime suivant pour les transferts qu'ils effectueront en Italie:

a) 20 % au maximum des salaires perçus quand la famille se trouve en France;

b) 40 % au maximum des salaires perçus quand la famille se trouve en Italie;

c) 40 % au maximum des salaires perçus pour les célibataires.

Art. 13

Les allocations familiales prévues par la législation française seront transférées en Italie dans leur totalité sur justification précise de la situation de famille du travailleur.

Art. 14

Les transferts indiqués aux articles 12 et 13 seront assurés par la voie bancaire ou par la voie postale:

a) à la demande des émigrants italiens, pour leurs économies;

b) à la diligence des Caisses d'Allocations Familiales, pour les allocations familiales.

Art. 15

Le Gouvernement français fournira les lires nécessaires aux versements aux familles des sommes correspondant aux transferts prévus aux articles 12 et 13. Les conditions dans lesquelles le Gouvernement français se procurera les lires seront fixées d'un commun accord.

Art. 16

Le Gouvernement italien prendra les dispositions nécessaires afin que les services administratifs, et en particulier les services chargés de la délivrance des passeports, soient en mesure d'assurer les départs des travailleurs à la cadence prévue à l'article 1er.

De son côté, le Gouvernement français prendra les dispositions nécessaires afin que les travailleurs puissent trouver en France le meilleur accueil, notamment en ce qui concerne leur transport, leur logement, l'organisation des cantines et l'assistance médicale.

Art. 17

Le Gouvernement français versera aux mineurs mariés, au moment de l'embauche à la mine, une prime de 2000 francs français ou, si les intéressés le préfèrent, leur remettra un équipement complet de mineur.

Le Gouvernement français versera, d'autre part, aux autres travailleurs, une prime de 1000 francs français lors de leur entrée en France.

Art. 18

Un accord special déterminera les conditions dans lesquelles les familles des travailleurs italiens pourront se rendre en France. Le Gouvernement français s'efforcera pour sa part de faciliter la venue de ces familles sur son territoire, en prenant à sa charge une partie des frais exposés.

Art. 19

Les deux Gouvernements prendront d'un commun accord les mesures nécessaires pour faciliter aux travailleurs italiens en France, qui en manifesteront le désir, la possibilité de passer leur congé en Italie.

Art. 20

Les deux Gouvernements s'engagent à négocier, dans le plus bref délai possible, une Convention sur la sécurité sociale. Cette Convention, qui remplacera celle du 13 août 1932, sera conclue dans le même esprit.

Art. 21

Si par une application nouvelle de la loi française du 10 août 1932 ou d'autres dispositions analogues, le pourcentage des travailleurs étrangers dans une entreprise venait à être limité à un chiffre inférieur à celui des ouvriers étrangers effectivement au travail dans cette entreprise lors de la mise en vigueur de la nouvelle mesure, les ouvriers italiens au travail à cette date pourraient demeurer employés dans cette entreprise jusqu'à expiration de la validité de leur carte de travailleur étranger.

Art. 22

Les dispositions du Traité de Travail du 30 septembre 1919, des Conventions des 22 mai et 4 juin 1924, qui ne sont pas en contradiction avec celles du présent Accord, demeurent en vigueur.

D'autre part le Gouvernement italien et le Gouvernement français appliqueront, en matière d'établissement, aux ressortissants italiens en France et aux ressortissants français en Italie, le même régime que celui dont bénéficient ou bénéficieront sur le territoire de l'un ou de l'autre Pays les ressortissants de la Nation la plus favorisée.

Art. 23

L'ouverture d'Offices Consulaires italiens en France, prévus par les dispositions du paragraphe 4 de l'échange de lettres franco-italien du 17 mai 1946, sera accélérée.

Art. 24

Les deux Gouvernements adopteront sur leur territoire respectif les mesures susceptibles d'empêcher l'entrée clandestine des travailleurs. A cet effet, une collaboration étroite sera établie entre les administrations intéressées des deux Pays.

Art. 25

Une Commission mixte, composée des membres indiqués aux lettres annexées, sera créée. Elle fera rapport aux deux Gouvernements sur les conditions générales d'application de l'accord et pourra se saisir de toute question relative à l'immigration italienne en France. Elle exercera, en outre, les attributions prévues à l'art. 28.

Cette Commission se réunira à la demande de l'un ou de l'autre Gouvernement.

Art. 26

I. — Une Commission technique permanente, comprenant des représentants des Administrations intéressées et un représentant des organisations syndicales italiennes et françaises se réunira à Rome à la demande, soit des délégués italiens, soit des délégués français, et en tout cas, au moins deux fois par mois en vue de veiller à l'application du présent Accord en Italie et notamment de se mettre d'accord sur:

a) l'importance des effectifs à fournir par chacune des zones de recrutement en Italie pour une période déterminée;

b) les catégories professionnelles des travailleurs à fournir par ces zones;

c) les renseignements qu'il sera utile de porter à la connaissance des candidats à l'émigration en vue de faciliter les recrutements;

d) les causes des difficultés qui pourraient se produire et les moyens à employer pour y remédier.

II. — Une Commission technique permanente, comprenant les représentants des administrations intéressées et des organisations syndicales françaises et italiennes se réunira à Paris, à la demande soit des Autorités italiennes, soit des Autorités françaises, en vue de veiller à l'application du présent Accord en France et notamment de s'efforcer de résoudre les questions que poseraient l'établissement et la mise au travail en France des travailleurs italiens.

Art. 27

La procédure des contrats nominatifs de travail fera l'objet d'un accord subséquent.

Art. 28

Le présent Accord est conclu pour une durée d'un an. A l'exception des dispositions de l'art. 1er, qui feront, à l'expiration de la première année d'application, l'objet d'un nouvel examen, l'accord sera prorogé par tacite reconduction d'année en année s'il n'a pas été dénoncé par l'une ou l'autre partie un mois avant sa date d'expiration.

En tout état de cause, les dispositions des articles 12, 13, 14, 21 et 22 du présent Accord demeureront en application.

Art. 29

En cas de différend portant sur l'application du présent Accord, l'un ou l'autre Gouvernement aura la faculté de demander la réunion immédiate de la Commission mixte aux fins de conciliation.

A défaut d'entente à la Commission mixte, l'un ou l'autre Gouvernement aura la faculté de mettre fin au présent Accord à tout moment, sur préavis d'un mois.

En tout état de cause, les dispositions des articles 12, 13, 14, 21 et 22 du présent Accord demeureront en aplication.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Accord et y ont apposé leur cachet.

Fait à Rome le 21 mars 1947 en double exemplaire.

Pour l'Italie	*Pour la France*
CARLO SFORZA	GEORGES BALAY
GIUSEPPE ROMITA	AMBROISE CROIZAT
GIUSEPPE LUPIS	

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Roma, 21 marzo 1947

Signor Ministro,

Allo scopo di accelerare la partenza dei lavoratori italiani, il Governo della Repubblica Italiana ha deciso di ridurre le formalità amministrative necessarie per la concessione di passaporti per la Francia a cittadini italiani in modo che tali passaporti possano essere concessi ai titolari in un termine massimo di otto giorni.

La presente disposizione si applica ai passaporti relativi agli emigranti di cui all'Accordo italo-francese firmato in data odierna.

Voglia gradire, Signor Ministro, gli atti della mia alta considerazione.

SFORZA

Al Signor Ministro Plenipotenziario Georges BALAY
Incaricato d'Affari a. i. *della Repubblica Francese* - ROMA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 21 mars 1947

Monsieur le Ministre,

Par lettre en date d'aujourd'hui vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit:

« Allo scopo di accelerare la partenza dei lavoratori italiani, il Governo della Repubblica Italiana ha deciso di ridurre le formalità amministrative necessarie per la concessione di passaporti per la Francia a cittadini italiani in modo che tali passaporti possano essere concessi ai titolari in un termine massimo di otto giorni.

La presente disposizione si applica ai passaporti relativi agli emigranti di cui all'Accordo italo-francese firmato in data odierna ».

J'ai l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement de la République Française est d'accord sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

G. BALAY

Monsieur le Comte SFORZA
Ministre des Affaires Etrangères - ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Arrangement spécial franco-italien relatif aux ouvriers italiens betteraviers venant travailler en France

Art. 1

Le Gouvernement Italien et le Gouvernement Français sont convenus des dispositions suivantes en ce qui concerne l'immigration de 10.000 ouvriers italiens se rendant en France comme saisonniers pour le travail de la betterave.

Art. 2

Le caractère saisonnier des travaux exige que l'entrée des ouvriers italiens en France soit effectuée dans la première semaine de mai. Le recrutement portera sur des travailleurs hommes, mais ceux-ci pourront être accompagnés de leurs femmes dans la proportion de 30 % du total des ouvriers admis, si elles sont elles-mêmes spécialistes de la culture betteravière (binage, décolletage).

Art. 3

Recrutement et selection profesionnelle.

a) Régions de recrutement: Padoue, Ferrare, Rovigo, Ravenne, Bologne;

b) Age des ouvriers betteraviers: 19 à 45 ans en principe.

Modalité de recrutement.

La Fédération Italienne de la Terre désignera des agents recruteurs qui visiteront les régions de production betteravière en vue de provoquer des candidatures pour les travaux de la betterave en France.

Un représentant de l'Office National d'Immigration français pourra assister aux opérations.

Les Offices italiens du Travail dépendant du Ministère italien du Travail effectueront le recrutement parmi les candidats figurant sur les listes remises à ces offices par la Fédération Italienne de la Terre.

Art. 4

Les dispositions de la lettre n. 3 annexe à l'accord d'immigration signé le 21 mars et relatif aux formalités administratives pour la délivrance des passaports seront appliquées en ce qui concerne les saisonniers faisant l'objet du présent arrangement.

Art. 5

Les articles 2, 3 et 10 de l'Accord signé à Rome le 21 mars 1946 seront appliqués aux saisonniers italiens chargés du travail des betteraves.

Art. 6

Une visite de contrôle professionnel et médical suivant les mêmes normes que celles déterminées par l'accord d'immigration signé à Rome le 21 mars 1947 (art. 5) sera effectuée en Italie dans un centre spécial (Milan) dont l'emplacement a été choisi conjointement par les représentants des services italiens compétents et de l'Office National d'Immigration français. Chacun d'eux se fera assister par les médecins et techniciens qu'il jugera utiles.

Art. 7

Un engagement bilingue spécial précisant, notamment, le montant minimum du salaires des saisonniers italiens chargés du travail de la betterave leur sera remis par les représentants de l'Office National d'Immigration français dans le centre indiqué à l'article précédent.

Art. 8

A leur arrivée au centre français indiqué à l'article 7 de l'accord d'immigration, signé à Rome le 21 mars 1947, les saisonniers italiens chargés du travail des betteraves seront munis:

a) soit d'un seul contrat pour 7 mois qui englobera les deux campagnes de binage puis d'arrachage, et sera valable approximativement entre le 1er mai, et la fin de novembre;

b) soit de deux contrats successifs pour chacune des campagnes de binage (valable approximativement entre le 1er mai et la fin juillet) et d'arrachage (valable approximativement entre le 20 septembre et le 15 décembre).

Le contrat précisera notamment l'entreprise, les conditions de vie et de logement de l'intéressé.

Art. 9

Les autres indications figurant dans l'article 7 de l'accord précité s'appliqueront mutatis mutandis aux saisonniers.

Art. 10

Chaque saisonnier italien venu en France pour le travail des betteraves aura le droit d'importer en Italie une quantité de sucre qui lui aura été livrée dans les mêmes conditions qu'aux travailleurs français, c'est-à-dire au prix légal et en sus des allocations du ravitaillement.

Art. 11

Compte tenu du fait que les ouvriers recrutés en Italie pour le travail des betteraves ne s'établiront pas en France de façon permanente, il à été convenu que la faculté leur sera accordée de transférer en Italie les 100 % de leurs salaires acquis pendant la campagne, déduction faite des avantages en nature et des frais afférents à la nourriture qui leur auront été alloués et qui sont déterminés par contrat.

En vue de permettre d'assurer ces transferts avec le maximum de rapidité, les dispositions suivantes seront appliquées:

a) Les transferts seront réalisés par la voie postale au moyen de mandats internationaux établis par les postes françaises directement au nom des bénéficiaires;

b) Les transferts pourront être effectués soit à l'initiative des ouvriers, soit en cas de groupage, par l'employeur. Dans ce dernier cas, les employeurs seront invités à effectuer les opérations de versement dans un délai maximum de trois jours après la remise par l'ouvrier de ses économies à l'employeur;

c) Les bureaux de poste départementaux qui seront désignés assureront en conséquence les opérations de contrôle et d'expédition.

Art. 12

Les frais de retour du lieu de leur séjour en France à leur domicile en Italie ne seront en aucun cas supportés par les saisonniers arrivés à expiration de leur contrat régulièrement exécuté.

Art. 13

Des indemnités analogues à celles prévues à l'article 11 de l'accord d'immigration signé à Rome le 21 mars 1947 seront fixées par arrangement spécial entre les représentants du Gouvernement italien et de l'Office National d'Immigration français.

Art. 14

Le présent arrangement est conclu pour la durée de la campagne betteravière de 1947.

Fait à Rome, le 21 mars 1947

Pour l'Italie
CARLO SFORZA
GIUSEPPE ROMITA
GIUSEPPE LUPIS

Pour la France
AMBROISE CROIZAT
GEORGES BALAY

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Arrangement relatif aux conditions d'application de la législation française relative aux allocations familiales

A) DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Conformément aux dispositions de l'art. 13 de l'accord du 21 mars 1947, il est précisé que les prestations auxquelles peuvent prétendre, pour leur famille en Italie, les travailleurs italiens, sont celles prévues au Chapitre IIème du Titre II de la loi n. 46-1835 du 22 août 1946 (allocations familiales proprement dites).

B) ENFANTS BÉNÉFICIAIRES.

a) *Enfants à charge.* — Seuls les enfants à la charge effective du travailleur italien en France, peuvent bénéficier des allocations familiales.

b) *Limite d'âge.* — Dans un but de simplification, les allocations familiales sont dues pour tous les enfants, jusqu'à l'âge de 15 ans révolus sans qu'il soit tenu compte du montant du salaire dont ils peuvent éventuellement bénéficier.

Les dispositions de l'art. 10 de la loi du 22 août 1946 précitée ne sont pas applicables aux enfants des travailleurs italiens.

C) FAMILLES ATTRIBUTAIRES.

Conformément aux dispositions de l'art. 15 de l'accord stipulant le versement des allocations familiales aux « familles » des travailleurs italiens en France, les allocations sont versées à la mère ou subsidiairement aux ascendants, frères, soeurs, oncles, tantes ou — après enquête des Services relevant de l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale — à toute autre personne physique vivant avec les enfants dont elle assure la garde.

D) BASE DE CALCUL DES ALLOCATIONS

Les allocations familiales sont calculées en fonction du salaire de base applicable au lieu de résidence du travailleur italien, dans les conditions fixées par les article 11 et 27 de la loi du 22 août 1946 précitée.

MODALITES TECHNIQUES D'APPLICATION

A) PRINCIPE GÉNÉRAL.

Des relations directes sont établies entre l'organisme centralisateur italien, en l'occurence l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale et les organismes centralisateurs français, habilités à cet effet par les Ministères du Travail et de la Sécurité Sociale et de l'Agriculture.

L'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale groupe et vérifie les pièces justificatives nécessaires à l'établissement du droit aux allocations familiales,

transmet lesdites pièces aux organismes centralisateurs français intéressés,

effectue, sous sa responsabilité, le versement des allocations familiales aux familles attributaires et en contrôle l'utilisation.

B) Règles administratives et comptables.

1. — *Constitution du dossier.*

Le dossier de l'allocataire doit comprendre:

a) *une demande d'allocation* établie par le travailleur italien sur une formule imprimée, délivrée par l'employeur, la Caisse ou le Service particulier d'allocations familiales dont relève ledit employeur;

b) *un état de famille* délivré par les autorités italiennes. Il est entendu que seuls figurent sur cet état les enfants à la charge effective du travailleur;

c) éventuellement toute autre pièces justifiant d'une situation particulière (enfant en traitement hors de la famille, interne dans un établissement d'enseignement, etc.).

Il appartient au travailleur italien de se munir avant son départ pour la France des pièces prévues aux *b*) et *c*) ci-dessus. Ces pièces ne sont valables que si elles ont été délivrées dans les deux mois précédant l'entrée en France.

Dans le cas où l'intéressé n'est pas en possession d'une ou plusieurs desdites pièces, l'organisme centralisateur français en demande la production à l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale.

2. — *Mise à jour du dossier.*

Le dossier doit faire l'objet de mises à jour périodiques et de mises à jour exceptionnelles.

a) *Mises à jour periodiques.*

L'Etat de famille doit être renouvelé dans le mois qui précède ou dans le mois qui suit chaque semestre civil. Il est précisé que la production d'un nouvel état de famille ne sera pas exigé lorsque l'initial aura été établi depuis moins de trois mois.

Les organismes centralisateurs français adressent à l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale les listes, par département français, des travailleurs italiens chargés de famille, pour lesquels l'état de famille doit être renouvelé.

L'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale recueille les états de famille, les classe par département et en assure la transmission aux organismes centralisateurs français intéressés.

b) *Mises à jour exceptionnelles.*

Toute modification survenue dans la composition ou la situation de famille du travailleur italien doit immédiatement être portée par l'attributaire à la connaissance de l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale qui fait toute diligence pour transmettre les pièces justificatives à l'organisme centralisateur français intéressé.

3. — *Paiement des Allocations Familiales.*

Les Allocations familiales sont payées mensuellement.

Les organismes centralisateurs français adressent à cet effet à l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale un état nominatif des allocataires, mentionnant la somme, exprimée en francs, à verser à la personne attributaire.

La mise à la disposition de l'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale des fonds nécessaires aux versements s'effectuera dans des conditions à déterminer ultérieurement.

L'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale prend toutes mesures utiles pour assurer rapidement le versement des Allocations familiales.

4. — *Contrôle de l'utilisation des Allocations Familiales.*

L'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale s'engage, selon ses moyens habituels, à effectuer le contrôle de l'utilisation des allocations familiales dans l'intérêt de l'enfant.

5. — *Apurement semestriel des comptes.*

L'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale ouvre et tient un compte au nom de chaque organisme centralisateur français.

Il arrête ce compte à la fin de chaque semestre civil et en communique sans retard le résultat à l'organisme intéressé.

Fait à Rome, le 21 mars 1947

Pour l'Italie	*Pour la France*
Carlo Sforza	Ambroise Croizat
Giuseppe Romita	Georges Balay
Giuseppe Lupis	

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
Sforza

Rome, le 21 mars 1947

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Excellence que, en vue de répondre à la demande du Gouvernement italien relative au versement, au profit des personnes morales ayant recueilli des enfants de travailleurs italiens en France, des allocations familiales transférées au bénéfice de ces enfants par les travailleurs italiens en France le Gouvernement français, autorise le versement au profit de ces personnes morales des allocations familiales dont il s'agit.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

G. Balay

Monsieur le Comte Sforza
Ministre des Affaires Etrangères Italien Rome

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
Sforza

Roma, 21 marzo 1947

Signor Incaricato d'Affari,

Con lettera in data odierna Ella ha voluta comunicarmi quanto appresso:

« En vue de répondre à la demande du Gouvernement italien relative au versement, au profit des personnes morales ayant recueilli des enfants de travailleurs italiens en France, des allocations familiales transférées au bénéfice de ces enfants par les travailleurs italiens en France, le Gouvernement français autorise le verse-

ment au profit de ces personnes morales des allocations familiales dont il s'agit ».

Ho l'onore di dichiararLe che il Governo della Repubblica Italiana è d'accordo circa quanto precede.

Voglia gradire, Signor Incaricato d'Affari, gli atti della mia alta considerazione.

SFORZA

Al Signor Ministro Plenipotenziario Georges BALAY
Incaricato d'Affari a. i. *della Repubblica Francese* - ROMA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 21 mars 1947

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence que le Gouvernement français accepte la prise en charge par les organismes français des allocations familiales:

a) de 50 % des frais supplémentaires de gestion de l'Institut Italien de Prévoyance Sociale qui seront entraînés par la répartition par ses soins en Italie aux familles des ouvriers italiens en France des allocations familiales transférées par lesdits ouvriers à ces familles;

b) de 100 % des frais de transfert des allocations familiales de France en Italie.

Il est entendu que:

1° Les bénéficiaires des transferts prendront à leur charge les frais de mandats en Italie;

2° Le régime ci-dessus indiqué sera appliqué pendant une période provisoire de 3 mois à compter de la date de la signature de l'accord d'émigration franco-italien, les deux gouvernements devant réexaminer la question à l'expiration de cette période de trois mois;

3° L'Institut italien de Prévoyance sociale transmettra aux autorités françaises compétentes un état évaluatif des frais supplémentaires de gestion à prévoir pendant la prochaine période de 12 mois.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

G. BALAY

Monsieur le Comte SFORZA
Ministre des Affaires Etrangères Italien - ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Roma, 21 marzo 1947

Signor Incaricato d'Affari,

Con lettera in data odierna Ella ha voluto comunicarmi quanto appresso:

« Le Gouvernement français accepte la prise en charge par les organismes français des allocations familiales:

a) de 50 % des frais supplémentaires de gestion de l'Institut Italien de Prévoyance Sociale qui seront entraînés par la répartition par ses soins en Italie aux familles des ouvriers italiens en France des allocations familiales transférées par lesdits ouvriers à ces familles;

b) de 100 % des frais de transfert des allocations familiales de France en Italie.

Il est entendu que:

1° Les bénéficiaires des transferts prendront à leur charge les frais de mandats en Italie;

2° Le régime ci-dessus indiqué sera appliqué pendant une période provisoire de 3 mois à compter de la date de la signature de l'accord d'émigration franco-italien, les deux gouvernements devant réexaminer la question à l'expiration de cette période de trois mois;

3° L'Institut italien de Prévoyance sociale transmettra aux autorités françaises compétentes un état évaluatif des frais supplémentaires de gestion à prévoir pendant la prochaine période de 12 mois ».

Ho l'onore di dichiararLe che il Governo della Repubblica Italiana è d'accordo circa quanto precede.

Voglia gradire, Signor Incaricato d'Affari, gli atti della mia alta considerazione.

SFORZA

Al Signor Ministro Plenipotenziario Georges BALAY
Incaricato d'Affari a. i. *della Repubblica Francese*
ROMA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 21 mars 1947

Monsieur le Ministre,

Considérant que l'accord d'immigration signé en date de ce jour réserve aux travailleurs italiens en France, en ce qui concerne le paiement des allocations familiales et leur transfert, un traitement privilégié qui n'est accordé aux travailleurs originaires d'aucun autre pays que l'Italie, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me confirmer ce qui suit:

Lorsque les conditions de logement en France permettront à la famille de rejoindre dans ce pays le chef de famille, les services compétents français le notifieront à l'intéressé.

Si, dans un délai de quatre mois après cette notification, la famille n'est pas arrivée en France et ne fournit pas de justification admise par la Commission Technique Permanente visée à l'article 26 dudit accord, les services compétents français notifieront à l'intéressé et aux services italiens la cessation du transfert des allocations familiales.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

G. BALAY

Monsieur le Comte SFORZA
Ministre des Affaires Etrangères - ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Roma, 21 marzo 1947

Signor Incaricato d'Affari,

Con lettera in data odierna Ella ha voluto comunicarmi quanto segue:

« Considérant que l'accord d'immigration signé en date de ce jour réserve aux travailleurs italiens en France, en ce qui concerne le paiement des allocations familiales et leur transfert, un traitement privilégié

qui n'est accordé aux travailleurs originaires d'aucun autre pays que l'Italie, j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me confirmer ce qui suit:

Lorsque les conditions de logement en France permettront à la famille de rejoindre dans ce pays le chef de famille, les services compétents français le notifieront à l'intéressé.

Si, dans un délai de quatre mois après cette notification, la famille n'est pas arrivée en France et ne fournit pas de justification admise par la Commission Technique Permanente visée à l'article 26 dudit accord, les services compétents français notifieront à l'intéressé et aux services italiens la cessation du transfert des allocations familiales ».

Ho l'onore di dichiararLe che il Governo della Repubblica Italiana è d'accordo circa quanto precede.

Voglia gradire, Signor Incaricato d'Affari, gli atti della mia alta considerazione.

SFORZA

Al Signor Ministro Plenipotenziario Georges BALAY
Incaricato d'Affari a. i. *della Repubblica Francese* - ROMA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Rome, le 21 mars 1947

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous confirmer qu'à la suite des échanges de vue qui viennent d'avoir lieu à Rome entre la Délégation italienne et la Délégation française, il a été convenu que le recrutement sera opéré dans des conditions fixées en tenant compte de la proportion des chômeurs officiellement constatée et existant:

a) en Italie septentrionale;
b) en Italie centrale;
c) en Italie méridionale;
d) en Italie insulaire.

Je saisis cette occasion pour vous demander de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement italien fera notamment appel aux ouvriers en chômage des mines italiennes en vue de leur affectation aux houillères françaises.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

RAIMOND BOUSQUIT

Monsieur le Président de la Délégation italienne pour l'Immigration ROME

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

Roma, 21 marzo 1947

Signor Presidente,

Con lettera in data odierna Ella ha voluto comunicarmi quanto appresso:

« A la suite des échanges de vue qui viennent d'avoir lieu à Rome entre la Délégation italienne et la Délégation française il a été convenu que le recrutement sera opéré dans des conditions fixées en tenant compte de la proportion des chômeurs officiellement constatée et existant:

a) en Italie septentrionale;
b) en Italie centrale;
c) en Italie méridionale;
d) en Italie insulaire.

Je saisis cette occasion pour vous demander de bien vouloir me confirmer que le Gouvernement italien fera notamment appel aux ouvriers en chômage des mines italiennes en vue de leur affectation aux houillères françaises ».

Ho l'onore di dichiararLe che il Governo della Repubblica Italiana è d'accordo circa quanto precede.

Voglia gradire, Signor Presidente, gli atti della mia alta considerazione.

TOMASSINI

Al Signor Ministro Plenipotenziario
Presidente della Delegazione Francese per l'Immigrazione - Palazzo Farnese — ROMA

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

DECRETO LEGISLATIVO 7 maggio 1948, n. 731.
Organici transitori degli ufficiali dell'Aeronautica.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro per la difesa, di concerto con il Ministro per il tesoro;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione dell'8 aprile 1948:

Art. 1.

Con effetto dal 1° aprile 1947 e fino al 31 dicembre 1947, gli organici degli ufficiali in servizio permanente effettivo dell'Aeronautica sono transitoriamente fissati nella consistenza di cui all'annessa tabella, firmata dai Ministri per il tesoro e per la difesa.

Art. 2.

L'efficacia dell'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 23 agosto 1946, n. 256, relativo all'aumento della permanenza nel grado per l'avanzamento degli ufficiali in servizio permanente effettivo dell'Aeronautica, è estesa fino a nuova disposizione di legge.

Art. 3.

L'efficacia del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 23 agosto 1946, n. 203, relativo alle promozioni degli ufficiali dell'Aeronautica senza gli esami o

corsi di cultura prescritti ed indipendentemente dai prescritti periodi minimi di permanenza nei reparti di impiego, è estesa a tutto il 31 dicembre 1947.

Art. 4.

L'efficacia del decreto legislativo luogotenenziale 2 agosto 1945, n. 634, riguardante la composizione della Commissione superiore di avanzamento per gli ufficiali dell'Aeronautica, già prorogata fino al 31 dicembre 1947 con decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 21 maggio 1947, n. 565, è estesa fino a tutto il 31 dicembre 1949, con i sottoindicati emendamenti:

a) il comma terzo dell'articolo unico del suddetto decreto legislativo luogotenenziale è sostituito dal seguente:

« Qualora il giudizio verta su ufficiali dei Corpi del genio aeronautico, di commissariato aeronautico e sanitario aeronautico, fa anche parte della Commissione, con diritto al voto, l'ufficiale generale o superiore del medesimo Corpo dell'ufficiale da giudicare, che sia a capo, rispettivamente, della Direzione generale delle costruzioni e degli approvvigionamenti, della Direzione generale di commissariato o dell'Ispettorato di sanità »;

b) il comma sesto ed il comma settimo sono soppressi.

Art. 5.

In applicazione del presente decreto e nei limiti degli organici di cui all'art. 1, potranno essere effettuate promozioni soltanto per gli ufficiali compresi nei limiti di anzianità per l'iscrizione sul quadro d'avanzamento per l'anno 1947 e non ancora scrutinati per effetto del ritardo della proroga del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 23 agosto 1946, n. 203.

Art. 6.

Fino a quando non entreranno in vigore i nuovi organici provvisori con effetto dal 1° gennaio 1948, non si potrà procedere alla formazione di nuovi quadri di avanzamento.

Art. 7.

Le disposizioni di cui ai precedenti articoli 2, 3 e 4 hanno effetto dalla data di scadenza delle norme la cui efficacia viene estesa.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Napoli, addì 7 maggio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — FACCHINETTI — DEL VECCHIO

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *giugno* 1948
Atti del Governo, registro n. 21, *foglio n.* 213. — FRASCA

Tabella organica transitoria degli ufficiali dell'A. M.

GRADO	ARMA AERONAUTICA			GENIO AERONAUTICO			CORPO COMMISSARIATO		CORPO SANITARIO AERONAUTICO
	Ruolo naviganti	Ruolo servizi	Ruolo specialisti	Ruolo ingegneri	Ruolo assistenti tecnici: categoria assistenti costruz.	Ruolo assistenti tecnici: categoria osservat. meteorol.	Ruolo Commissariato	Ruolo Amministrazione	
Generali di squadra aerea	6	—	—	1	—	—	—		—
Generali di D. A. / Tenenti generali	11	—	—	2	—	—	1	—	1
Generali di B. A. / Maggiori generali	18	—	—	2	—	—	2	—	1
Colonnelli	102	8	—	15	—	—	12	—	6
Tenenti colonnelli	316	35	—	44	—	—	30	—	21
Maggiori	365	48	—	29	—	—	22	—	24
Capitani	850	467	148	307	56	56	230	180	111
Subalterni	933	575	284	258	93	93	217	315	99
TOTALI	2.601	1.133	432	658	149	149	514	495	263

Suddivisione ufficiali Arma aeronautica ruolo specialisti

GRADO	Motoristi	Montatori	Marconisti	Armieri	Elettricisti	Fotografi	Automobilisti	TOTALI
Capitani	37	21	22	15	13	8	32	148
Subalterni	64	37	53	31	22	19	58	284
TOTALI	101	58	75	46	35	27	90	432

Il Ministro per la difesa
FACCHINETTI

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

DECRETO LEGISLATIVO 7 maggio 1948, n. 732.

Disposizioni integrative del decreto legislativo 31 dicembre 1947, n. 1517, sui ruoli organici dell'Amministrazione finanziaria.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro per le finanze, di concerto coi Ministri per il bilancio e per il tesoro;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione dell'8 aprile 1948:

Art. 1.

Le tabelle *B* e *C* dell'allegato 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 31 dicembre 1947, n. 1517, sono sostituite dalle tabelle allegate al presente decreto, firmate dal Ministro proponente e da quello per il tesoro.

Art. 2.

Per i concorsi di ammissione ai ruoli dei gruppi *A* e *B* dell'Amministrazione provinciale del catasto e dei servizi tecnici erariali di cui all'art. 4 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 31 dicembre 1947, n. 1517, sono ritenuti validi i titoli di studio elencati negli articoli 8 e 10 del regio decreto 16 maggio 1940, n. 576.

Art. 3.

Le promozioni ai gradi 6° (geometra superiore), 7° (primo geometra) e 8° (geometra capo) del ruolo del personale di gruppo *B* dell'Amministrazione del catasto e dei servizi tecnici erariali sono conferite secondo le norme stabilite dagli articoli 6 e 7 del regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395.

Le promozioni al grado 11° del ruolo di gruppo *C*, di cui alla tabella *C* allegato n. 4 al decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 31 dicembre 1947, n. 1517 sono conferite per anzianità congiunta al merito, su designazione del Consiglio di amministrazione, agli impiegati che abbiano compiuto almeno quattro anni di permanenza nel grado 12°.

Art. 4.

Nella prima applicazione del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 31 dicembre 1947, n. 1517, i posti di grado 6° (geometra superiore) saranno conferiti mediante scrutinio di merito comparativo, su designazione del Consiglio di amministrazione, ai geometri capi che abbiano compiuto almeno dieci anni di effettivo servizio nel grado 8°; i posti di grado 7° (primo geometra) saranno conferiti mediante scrutinio di merito comparativo, su designazione del Consiglio di amministrazione, ai geometri capi che abbiano compiuto almeno quattro anni di effettivo servizio nel grado 8°.

Art. 5.

Le disposizioni di cui all'art. 1 del decreto del Capo provvisorio dello Stato 26 luglio 1947, n. 838, sono estese ai vincitori dei concorsi per titoli banditi dall'Amministrazione del catasto e dei servizi tecnici erariali, in applicazione degli articoli 8 e 9 del regio decreto 16 maggio 1940, n. 576.

Art. 6.

La riduzione dei limiti di anzianità di grado per le promozioni da effettuarsi ai sensi dell'art. 2 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 31 dicembre 1947, n. 1517, limitatamente ai gradi superiori all'8° dei ruoli di gruppo *A* e *B* e al 10° dei ruoli di gruppo *C*, di cui alle tabelle allegate al decreto medesimo, sarà applicata fino a due anni dalla entrata in vigore del decreto stesso.

La predetta riduzione di anzianità non si applica al personale che abbia già fruito di analogo beneficio in precedenti promozioni e di essa non si potrà fruire per conseguire più di una promozione.

Art. 7.

Con decreti del Ministro per il tesoro saranno disposte le variazioni di bilancio per l'attuazione del presente decreto.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Napoli, addì 7 maggio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — PELLA — EINAUDI — DEL VECCHIO

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 *giugno* 1948
Atti del Governo, registro n. 21, *foglio n.* 233. — FRASCA

TABELLA A

Carriera amministrativa delle Intendenze di finanza (gruppo A)

Grado		Numero dei posti	
5°	Ispettori generali	7	
5°	Intendenti di Finanza di 1ª classe	45	(a)
6°	Intendenti di Finanza di 2ª classe	46	
7°	Vice intendenti	170	
8°	Segretari capi	190	
9°	Primi segretari	345	
10° e 11°	Segretari e vice segretari	383	
		1186	

(a) Oltre cinque posti in soprannumero da riassorbirsi in ragione della metà delle vacanze che si verificheranno a decorrere dal 1° gennaio 1951.

TABELLA *B*

Carriera d'ordine dell'Amministrazione centrale e delle Intendenze di finanza (gruppo C)

Grado		Numero dei posti
9°	Archivisti capi . .	107
10°	Primi archivisti	321
11°	Archivisti . . .	472 (*a*)
12°	Applicati . .	750
13°	Alunni d'ordine . . .	192
		1842
11°, 10°, 9°, 8°	- Capo Ufficio cifra e telegrafo	1
10°	- Assistente alla vigilanza	1
	Totale . .	1844

(*a*) Restano assorbiti i posti in soprannumero di cui all'articolo 12 del decreto legislativo 1° aprile 1948, n. 349.

Visto:

Il Ministro per le finanze
PELLA

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

DECRETO LEGISLATIVO 8 maggio 1948, n. 733.

Concessione di un contributo straordinario per la chiusura definitiva della liquidazione del soppresso Ente Nazionale della Moda.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 4 del decreto-legge luogotenenziale 25 giugno 1944, n. 151, con le modificazioni ad esso apportate dall'art. 3, comma primo, del decreto legislativo luogotenenziale 16 marzo 1946, n. 98;

Viste le disposizioni transitorie I e XV della Costituzione;

Visto l'art. 87, comma quinto, della Costituzione;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e il commercio, di concerto con il Ministro per il tesoro;

PROMULGA

il seguente decreto legislativo, approvato dal Consiglio dei Ministri con deliberazione del 3 maggio 1948:

Art. 1.

E' autorizzata la concessione di un contributo straordinario di L. 1.500.000 per la chiusura definitiva della liquidazione del soppresso Ente Nazionale della Moda, con sede in Torino.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere con proprio decreto alle occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare come legge dello Stato.

Dato a Napoli, addì 8 maggio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — TREMELLONI — DEL VECCHIO

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *giugno* 1948
Atti del Governo, registro n. 21, *foglio n.* 207. — FRASCA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 8 maggio 1948, n. 734.

Approvazione della tabella dei bolli per il servizio metrico.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regolamento sul servizio metrico, approvato con regio decreto 31 gennaio 1909, n. 292;

Visto il regio decreto 31 dicembre 1914, n. 1491, e il regio decreto 21 novembre 1929, n. 2164, concernenti le impronte dei bolli da apporre sulle misure di capacità di vetro;

Udito il parere del Consiglio di Stato;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per l'industria e il commercio;

Decreta:

Articolo unico.

Le impronte dei bolli da apporre sui pesi, sulle misure, sugli strumenti per pesare e per misurare, sui manometri, termometri ed alcoolometri, sottoposti alla verificazione prima e sui campioni metrici, sottoposti alla verificazione quinquennale, sono quelle riprodotte nella tabella annessa al presente decreto, vistata dal Ministro proponente.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Napoli, addì 8 maggio 1948

DE NICOLA

DE GASPERI — TREMELLONI

Visto, *il Guardasigilli*: GRASSI
Registrato alla Corte dei conti, addì 10 *giugno* 1948
Atti del Governo, registro n. 21, *foglio n.* 99. — FRASCA

TABELLA

dei Bolli usati dagli Uffici Metrici Provinciali per la verificazione prima

Bolli con numero caratteristico dell'Ufficio

Scala 1.5 : 1

per gli strumenti di legno

191 191 191 — 1ª grandezza

191 191 191 — 2ª grandezza

per gli strumenti di metallo

N. 1 di serie — N. 2 di serie — N. 3 di serie — N. 4 di serie — per le tenaglie

Contrassegno a testa d'aquila

per il riconoscimento di determinati caratteri costruttivi.

Per i misuratori dei gas

191

Bolli con numero di matricola

Scala 1.5 : 1

per gli strumenti di legno

452 — N. 1 di serie

per gli strumenti di metallo

452 — N. 2 di serie — 452 — N. 3 di serie — N. 4 di serie — 452 — per le tenaglie

Bolli per le misure di vetro

Sistema « a stampa »

191 452 — diametro mm. 42

191 452 — diametro mm. 35

Scala 0.75 : 1

Sistema ad incisione chimica

1 LITRO 191 452 S.V.I.C. — diametro mm. 42

1 LITRO 191 452 S.V.I.C. — diametro mm. 32

dei Bolli usati dall'Ufficio Centrale Metrico

Scala 1.5 : 1

Per la verificazione dei manometri

CAMPIONE — 1ª grandezza

2ª grandezza

Per la verificazione dei termometri e alcoolometri

1ª grandezza

2ª grandezza

Il Ministro per l'industria e il commercio: TREMELLONI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 marzo 1948.

Nomina dei componenti il Consiglio provinciale di sanità di Foggia.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 17 del testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446;
Visto il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 613;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri, Primo Ministro Segretario di Stato;

Decreta:

Sono nominati componenti del Consiglio provinciale di sanità di Foggia, pel triennio 1948-1950, i signori:
Volpe prof. Amilcare, medico chirurgo;
Calabrò dott. Francesco, medico chirurgo;
De Capua prof. Filippo, pediatra;
Siani avv. Giuseppe, esperto in materie amministrative;
Valente prof. Armando, esperto in scienze agrarie.

Il presente decreto sarà presentato alla registrazione della Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 12 marzo 1948

DE NICOLA

DE GASPERI

Registrato alla Corte dei conti, addì 29 aprile 1948
Registro Presidenza n. 15, foglio n. 342. — FERRARI

(2814)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 13 aprile 1948.

Nomina del presidente e del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale di assistenza ai dipendenti degli enti locali.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il decreto legislativo 5 gennaio 1948, n. 27, sul riordinamento del Consiglio di amministrazione dell'Istituto nazionale di assistenza ai dipendenti degli enti locali;
Sulla proposta del Ministro per l'interno di concerto con quelli per il tesoro e per il lavoro e la previdenza sociale;

Decreta:

E' nominato presidente dell'Istituto nazionale di assistenza ai dipendenti degli enti locali il prof. avv. Alberto Enrico Folchi.

Sono nominati componenti effettivi del Consiglio di amministrazione del predetto Istituto i signori:
a) Cossu dott. Salvatore, prefetto della Repubblica, direttore generale dell'Amministrazione civile presso il Ministero dell'interno;
Serra dott. Fausto, direttore capo divisione presso la Direzione generale degli istituti di previdenza del Ministero del tesoro;
Balsamo dott. Ferdinando, capo sezione presso il Ministero del lavoro e della previdenza sociale;
b) Solimena dott. Giuseppe, prefetto della Repubblica, in rappresentanza dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;
c) De Lorenzo dott. Giuseppe, Esterini sig. Paolo, Ingrao dott. Renato, Chimienti dott. Salvatore, Valeriani sig. Nello, Papa sig. Vincenzo, Ciampi sig. Mario, Scardino dott. Salvatore, in rappresentanza della categoria degli inscritti;
d) Andreoli avv. Giorgio, membro del Comitato esecutivo dell'Associazione nazionale dei comuni italiani;
Gilardoni avv. Pietro, segretario dell'Unione delle provincie d'Italia;
La Pira prof. Giorgio, presidente dell'E.C.A. di Firenze, in rappresentanza degli enti locali.

Sono nominati componenti supplenti i signori:
Montanari rag. Carlo e Reali sig. Tommaso, in rappresentanza della categoria degli inscritti.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Dato a Roma, addì 13 aprile 1948

DE NICOLA

SCELBA — DEL VECCHIO — FANFANI

Registrato alla Corte dei conti, addì 20 maggio 1948
Registro Interno n. 13, foglio n. 1. — VILLA

(2719)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 14 giugno 1948.

Nomina dei componenti la Consulta regionale per la Sardegna.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto l'art. 3 del decreto legislativo luogotenenziale 28 dicembre 1944, n. 417, modificato dall'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 10 agosto 1945, n. 516;
Visto l'art. 55 della legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 3;
Sentito il Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta dell'Alto Commissario per la Sardegna;

Decreta:

A seguito delle dimissioni presentate dai componenti della Consulta regionale per la Sardegna, sono nominati componenti della Consulta medesima i signori:
Amicarelli prof. Angelo, Canalis dott. Antonio, Castaldi avv. Venturino, Cherchi Gavino, Contu avvocato Anselmo, Cossu dott. Basilio, Dessanay prof. Sebastiano, Devilla prof. Vittorio, Dore avv. Giovanni, Fiorito Luigi, Giua avv. Angelo, Lai Pietro, Macciotta prof. Giuseppe, Macis dott.ssa Elodia, Melis Giuseppe, Monni ing. Giuseppe, Murgia dott. Giuseppe, Piga Carboni avv. Gustavo, Pisano prof. Giovanni, Puggioni avv. Ugo, Ruggeri ing. Mario, Sailis prof. Enrico, Siotto dott. Luigi, Soggiu avv. Piero.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 14 giugno 1948

DE GASPERI

Registrato alla Corte conti, addì 19 giugno 1948
Registro Presidenza n. 16, foglio n. 375. — FERRARI

(2965)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 1° giugno 1948.

Norme per il riconoscimento della qualifica di profugo.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto l'art. 2 del decreto legislativo 3 settembre 1947, n. 885;

D'intesa con i Ministri per l'interno e per il tesoro;

Decreta:

Art. 1.

Per l'accertamento delle condizioni indicate nel decreto legislativo 3 settembre 1947, n. 885, concernente la estensione ai profughi dei territori di confine dei benefici in favore dei reduci, i cittadini che avevano il loro domicilio nei territori stessi e che, in conseguenza di avvenimenti di carattere bellico o politico, siano stati costretti ad allontanarsene o non possano farvi ritorno, devono presentare domanda al prefetto della provincia in cui risiedono, o, se non hanno la residenza nel territorio dello Stato, al Prefetto di Roma.

Art. 2.

Per coloro che, alla data di entrata in vigore del presente decreto, si trovino nelle condizioni richiamate nel precedente articolo, il termine per la presentazione della domanda è di un anno dalla data predetta.

Per coloro che verranno a trovarsi nelle anzidette condizioni dopo la entrata in vigore del presente decreto, il termine è di un anno dal giorno in cui le condizioni stesse si saranno verificate.

Art. 3.

Il richiedente deve indicare nella domanda:

1) il cognome, il nome e la paternità;

2) la data ed il luogo di nascita;

3) la professione od il mestiere;

4) la località del territorio di confine da cui sia stato costretto ad allontanarsi o nella quale non possa fare ritorno;

5) la data e le circostanze in cui abbia lasciato la suddetta località;

6) tutte le località in cui abbia stabilito la propria residenza dal momento in cui si sono verificate le condizioni richiamate nell'art. 1;

7) le forme di assistenza che gli siano state concesse o di cui tuttora fruisca in dipendenza dell'asserita qualità di profugo.

La domanda deve essere corredata dei documenti idonei a comprovare la sussistenza delle condizioni richiamate nell'art. 1.

Art. 4.

La domanda del capofamiglia può essere estesa alla moglie con lui convivente ed ai figli minori.

In tal caso, essa deve essere corredata dallo stato di famiglia e contenere le indicazioni di cui all'art. 3 anche nei confronti della moglie e dei figli.

Art. 5.

Un estratto di ciascuna domanda è affisso per quindici giorni nell'albo comunale della località ove risiede l'istante e nell'albo comunale del capoluogo della provincia.

Qualunque cittadino, anche se non direttamente interessato, può comunicare al prefetto gli elementi informativi di cui sia in possesso circa la sussistenza o meno delle condizioni per il riconoscimento della qualità di profugo a coloro che ne abbiano fatto richiesta.

Art. 6.

Il prefetto può disporre tutti gli accertamenti che ritenga necessari ed è tenuto a sentire il parere del comitato eventualmente esistente nella provincia per la categoria di profughi alla quale l'istante dichiara di appartenere.

Esso provvede entro trenta giorni dalla presentazione della domanda.

A coloro che vengano riconosciuti come profughi è rilasciata apposita attestazione, secondo il modello che verrà fornito dal Ministero dell'interno.

Art. 7.

Contro il provvedimento negativo del prefetto, l'interessato, entro trenta giorni dalla comunicazione, può ricorrere al Ministro per l'interno.

Art. 8.

Il Ministro per l'interno decide sul ricorso in base alle ulteriori prove addotte dall'interessato, ai nuovi accertamenti che ritenga disporre e previo parere del Comitato nazionale eventualmente esistente per la categoria di profughi alla quale il ricorrente dichiara di appartenere.

Art. 9.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 1° giugno 1948

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
DE GASPERI

Il Ministro per l'interno
SCELBA

Il Ministro per il tesoro
PELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 giugno 1948
Registro Presidenza n. 16, foglio n. 333. — FERRARI

(2895)

DECRETO MINISTERIALE 22 gennaio 1948.

Concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori dipendenti dall'industria in genere dell'intera provincia di La Spezia.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i decreti interministeriali 1° ottobre 1946, 23 gennaio 1947, 5 ottobre 1947 e 12 dicembre 1947, relativi alla concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori involontariamente disoccupati appartenenti a determinate categorie e località della provincia di La Spezia;

Visto il regio decreto legislativo 20 maggio 1946, n. 373, con le modifiche previste dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 agosto 1947, n. 870, relativo all'aumento degli assegni integrativi dell'indennità di disoccupazione e dei sussidi straordinari di disoccupazione;

Considerato che anche per i lavoratori involontariamente disoccupati dipendenti dall'industria in genere dell'intera provincia di La Spezia sussistono le condizioni per la concessione dello stesso sussidio straordinario;

Sentito il Comitato per la disoccupazione di cui all'art. 9 del predetto decreto;

Decreta:

Art. 1.

E' estesa l'applicazione dei decreti interministeriali 1° ottobre 1946, 23 gennaio 1947, 5 ottobre 1947 e 12 dicembre 1947 ai lavoratori dipendenti dall'industria in genere dell'intera provincia di La Spezia, che si trovino involontariamente disoccupati per mancanza di lavoro.

Art. 2.

Sono esclusi dalla concessione del sussidio:

1) coloro che beneficiano di sussidi, di indennità, di integrazioni salariali anche a titolo di trattamento di licenziamento o di pensione o di rendite corrisposte a carico dello Stato, degli Enti locali, degli Istituti di previdenza ed assistenza sociale;

2) coloro che non versino in condizioni economiche disagiate;

3) coloro che siano già assistiti dagli E.C.A. in danaro o in natura;

4) coloro che non rispondano alla chiamata di controllo del loro stato di disoccupazione;

5) coloro che trovino una nuova occupazione o che rifiutino altro collocamento;

6) coloro che siano affluiti da altre località o che, per appartenere alle più differenti attività lavorative, debbono essere indotti a ritornare alle loro occupazioni normali;

7) coloro che appartengono a categorie la cui occupazione sia saltuaria ed occasionale anche in tempo normale;

8) coloro che siano iscritti negli elenchi nominativi dei lavoratori agricoli di cui all'art. 12 del regio decreto 24 settembre 1940, n. 1949;

9) coloro che abbiano rifiutato o trascurato di adempiere alla prescrizione della frequenza di corsi d'istruzione professionale o di pratica di laboratorio a norma dell'art. 67 del regolamento dell'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione involontaria di cui al regio decreto 7 dicembre 1924, n. 2270.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 22 gennaio 1948

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 6 marzo 1948
Registro Lavoro e previdenza n. 12, foglio n. 160

(2611)

DECRETO MINISTERIALE 22 gennaio 1948.

Proroga della durata della concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori dipendenti dall'industria edile di Ostia Lido (Roma).

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i decreti interministeriali 22 ottobre 1946, 8 luglio 1947 e 5 ottobre 1947, relativi alla concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori involontariamente disoccupati appartenenti a determinate categorie e località della provincia di Roma;

Visto il regio decreto legislativo 20 maggio 1946, n. 373, con le modifiche previste dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 agosto 1947, n. 870, relativo all'aumento degli assegni integrativi dell'indennità di disoccupazione e dei sussidi straordinari di disoccupazione;

Considerato che per i disoccupati dipendenti dall'industria edile di Ostia Lido (Roma), permangono le condizioni per la concessione dello stesso sussidio straordinario;

Sentito il Comitato per la disoccupazione di cui all'art. 9 del predetto decreto;

Decreta:

Art. 1.

La durata di 90 giorni del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori dipendenti dall'industria edile di Ostia Lido (Roma), di cui all'autorizzazione alla concessione del sussidio medesimo, prevista dal decreto interministeriale 22 ottobre 1946, è prorogata sino al temine massimo di giorni 180.

Art. 2.

Sono esclusi dalla concessione del sussidio:

1) coloro che beneficiano di sussidi, di indennità, di integrazioni salariali anche a titolo di trattamento di licenziamento o di pensione o di rendite corrisposte a carico dello Stato, degli Enti locali, degli Istituti di previdenza ed assistenza sociale;

2) coloro che non versino in condizioni economiche disagiate;

3) coloro che siano già assistiti dagli E.C.A. in danaro o in natura;

4) coloro che non rispondano alla chiamata di controllo del loro stato di disoccupazione;

5) coloro che trovino una nuova occupazione o che rifiutino altro collocamento;

6) coloro che siano affluiti da altre località o che, per appartenere alle più differenti attività lavorative, debbono essere indotti a ritornare alle loro occupazioni normali;

7) coloro che appartengono a categorie la cui occupazione sia saltuaria ed occasionale anche in tempo normale;

8) coloro che siano iscritti negli elenchi nominativi dei lavoratori agricoli di cui all'art. 12 del regio decreto 24 settembre 1940, n. 1949;

9) coloro che abbiano rifiutato o trascurato di adempiere alla prescrizione della frequenza di corsi d'istruzione professionale o di pratica di laboratorio a norma dell'art. 67 del regolamento dell'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione involontaria di cui al regio decreto 7 dicembre 1924, n. 2270.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 22 gennaio 1948

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 marzo 1948
Registro Lavoro e previdenza n. 12, foglio n. 157.
(2618)

DECRETO MINISTERIALE 22 gennaio 1948.

Proroga della durata della concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori dipendenti dall'industria edile e manovalanza generica dell'intera provincia di Reggio Emilia.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i decreti interministeriali 23 gennaio 1947 e 13 maggio 1947, relativi alla concessione del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori involontariamente disoccupati appartenenti a determinate categorie e località della provincia di Reggio Emilia,

Visto il regio decreto legislativo 20 maggio 1946, n. 373, con le modifiche previste dal decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 agosto 1947, n. 870, relativo all'aumento degli assegni integrativi dell'indennità di disoccupazione e dei sussidi straordinari di disoccupazione;

Considerato che per i disoccupati dipendenti dall'industria edile, metalmeccanica e manovalanza generica dell'intera provincia di Reggio Emilia permangono le condizioni per lo stesso sussidio straordinario;

Sentito il Comitato per la disoccupazione di cui all'art. 9 del predetto decreto;

Decreta:

Art. 1.

La durata di 90 giorni del sussidio straordinario di disoccupazione ai lavoratori dipendenti dall'industria edile, metalmeccanica e manovalanza generica dell'intera provincia di Reggio Emilia, di cui all'autorizzazione alla concessione del sussidio medesimo prevista dal decreto interministeriale 13 maggio 1947, è prorogata sino al termine massimo di giorni 180.

Art. 2.

Sono esclusi dalla concessione del sussidio:

1) coloro che beneficiano di sussidi, di indennità, di integrazioni salariali anche a titolo di trattamento di licenziamento o di pensione o di rendite corrisposte a carico dello Stato, degli Enti locali, degli Istituti di previdenza ed assistenza sociale;

2) coloro che non versino in condizioni economiche disagiate;

3) coloro che siano già assistiti dagli E.C.A. in danaro o in natura;

4) coloro che non rispondano alla chiamata di controllo del loro stato di disoccupazione;

5) coloro che trovino una nuova occupazione o che rifiutino altro collocamento;

6) coloro che siano affluiti da altre località o che, per appartenere alle più differenti attività lavorative, debbono essere indotti a ritornare alle loro occupazioni normali;

7) coloro che appartengono a categorie la cui occupazione sia saltuaria ed occasionale anche in tempo normale;

8) coloro che siano iscritti negli elenchi nominativi dei lavoratori agricoli di cui all'art. 12 del regio decreto 24 settembre 1940, n. 1949;

9) coloro che abbiano rifiutato o trascurato di adempiere alla prescrizione della frequenza di corsi d'istruzione professionale o di pratica di laboratorio a norma dell'art. 67 del regolamento dell'assicurazione obbligatoria contro la disoccupazione involontaria di cui al regio decreto 7 dicembre 1924, n. 2270.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 22 gennaio 1948

Il Ministro per il lavoro e la previdenza sociale
FANFANI

Il Ministro per il tesoro
DEL VECCHIO

Registrato alla Corte dei Conti, addì 6 marzo 1948
Registro Lavoro e previdenza n. 12, foglio n. 156.
(2619)

DECRETO MINISTERIALE 7 giugno 1948.

Terzo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Imperia.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Visto l'elenco delle acque pubbliche scorrenti nella provincia di Imperia, approvato con decreto Ministeriale 7 agosto 1905, ed il primo e secondo elenco suppletivo approvati rispettivamente con regi decreti 14 maggio 1922 e 29 dicembre 1932;

Visto lo schema del terzo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Imperia, compilato da quell'Ufficio del genio civile;

Visto l'art. 1 del testo unico 11 dicembre 1933, numero 1775, e gli articoli 1 e 2 del regolamento 14 agosto 1920, n. 1285;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle suindicate disposizioni è ordinato:

a) il deposito dello schema del terzo elenco suppletivo suddetto nell'ufficio della Prefettura di Imperia;

b) l'inserzione completa del presente decreto e dell'annesso schema di terzo elenco suppletivo nel Foglio degli annunzi legali della provincia di Imperia;

c) il deposito di un esemplare di detto Foglio nella segreteria dei Comuni interessati della Provincia;

d) l'affissione nell'albo pretorio di detti Comuni, per il termine di trenta giorni, di un avviso che dia notizia dell'avvenuta inserzione sia nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana, come nel Foglio annunzi legali e dell'eseguito deposito, ed avverta gli interessati che possono esaminare lo schema di elenco depositato e produrre opposizione nel termine di mesi sei a decorrere dalla data di inserzione nella *Gazzetta Ufficiale;*

e) l'inserzione dell'avviso di cui alla lettera *d*) in uno o più giornali della Provincia.

L'ingegnere capo dell'Ufficio del genio civile di Imperia è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 7 giugno 1948

Il Ministro: TUPINI

Terzo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Imperia

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	FOCE o SBOCCO	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua
1	2	3	4	5
1	Vallone di S. Luigi	Mediterraneo	Ventimiglia	Tutto il corso del torrente non dichiarato precedentemente demaniale. Dichiarato demaniale dalla foce al suo ultimo opificio.
2	Rio Sgarra	Latte	Ventimiglia	Tutto il resto del rio non dichiarato precedentemente demaniale. Dichiarato demaniale dallo sbocco al suo ultimo frantoio.
3	Rio Claise	Torrente Nervia	Camporosso	Dall'origine allo sbocco nel torrente Nervia. Non dichiarato precedentemente demaniale.
4	Sorgente Agnello	Rio Altomoro (Nervia)	Apricale-Pigna	Dalla sorgente allo sbocco nel rio Altomoro. Non dichiarato precedentemente demaniale.
5	Rio dei Rughi e Lepre	Nervia	Pigna (Buggio)	Tutto il corso dalle origini allo sbocco nel torrente Nervia. Non dichiarato precedentemente demaniale.
6	Torrente Carne	Nervia	Pigna	Tutto il corso non dichiarato precedentemente demaniale, compreso i suoi affluenti, dagli sbocchi alle rispettive origini. Dichiarato precedentemente demaniale dallo sbocco fin sotto Casa Rotta.
7	Torrente Vallone o Basso Bau	Nervia	Dolceacqua	Tutto il resto del torrente non dichiarato precedentemente demaniale, compreso i suoi affluenti, dagli sbocchi alle rispettive origini. Dichiarato demaniale dallo sbocco fino all'ultimo frantoio.
8	Rio Gagliardo	Vallecrosia	Soldano - S. Biagio Cima	Tutto il corso del torrente dalle origini allo sbocco nel torr. Vallocresia. Non dichiarato precedentemente demaniale.
9	Torrente Borghetto	Mediterraneo	Perinaldo Vallebona - Bordighera	Tutto il corso del torrente non dichiarato precedentemente demaniale. Dichiarato demaniale dalla foce alla confluenza col rio Conio e Cuneo.
10	Vallone degli Orti	Vallone del Sasso	Seborga-Bordighera	Tutto il corso del Rio dalle origini allo sbocco nel Vallone del Sasso. Non dichiarato precedentemente demaniale.

N. B. — Nella colonna (2) l'indicazione *fiume, torrente, botro, vallone,* ecc., non si riferisce alla natura dei corsi d'acqua, sibbene alla qualifica con la quale sono conosciuti nella località.

Numero d'ordine 1	DENOMINAZIONE (da valle verso monte) 2	FOCE o SBOCCO 3	COMUNI toccati od attraversati 4	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua 5
11	Vallone Foce	Mediterraneo	Ospedaletti	Tutto il corso dei due influenti dalle origini allo sbocco nel Vallone del Foce Dichiarato demaniale dalla foce alla confluenza dei due influenti Vallone dei Massè e Rio Corro.
12	Rio Gordola	Armea	Baiardo	Dalle origini fino a 500 metri a monte della confluenza tra il torrente Armea e il rio Rasina. Dichiarato demaniale fino a 500 metri a monte della confluenza col Rio Rasina.
13	Rio de[illegible] [illegible]osco	Armea	Ceriana	Dalla sorgente delle Binelle allo sbocco del torrente Armea. Non dichiarato precedentemente demaniale.
14	Torrente Argentina	Mediterraneo	Triora Montalto Ligure. Badalucco e Taggia	Tutto il resto del torrente non dichiarato precedentemente demaniale, dall'origine alla confluenza col rio Confine. Dichiarato demaniale dalla foce fino alla confluenza col rio Confine.
15	Rio Ciasse, Lana e Passo	Argentina	Taggia	Tutto il corso dei rii non dichiarati precedentemente demaniali dalle origini fino a 1 km. a monte del torrente Argentina. Dichiarati demaniali fino a 1 km. a monte dello sbocco nel torrente Argentina.
16	Rio Longhi e Torre	Mediterraneo	Pompeiana Terzorio Riva Ligure	Tutto il corso del rio non dichiarato precedentemente demaniale, dalle origini fino a 200 metri a monte della confluenza col rio Merla. Dichiarato demaniale dalla foce fino a 200 metri a monte della confluenza con il rio Merla.
17	Torrente S. Lorenzo	Mediterraneo	Petrabruna Civezza - Cipressa - S. Lorenzo al Mare	Tutto il corso del torrente non dichiarato precedentemente demaniale, dall'origine fino alla confluenza col rio Briga. Dichiarato demaniale dalla foce alla confluenza col rio Briga.
18	Rio Gombetto	Torrente S. Lorenzo	Pietrabruna	Tutto il corso, dalle origini allo sbocco nel torrente S. Lorenzo. Non dichiarato precedentemente demaniale.

Numero d'ordine 1	DENOMINAZIONE (da valle verso monte) 2	FOCE o SBOCCO 3	COMUNI toccati od attraversati 4	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua 5
19	Rio Scause	Rio Fossarelli e Figale	Cipressa	Tutto il corso, dalle origini allo sbocco nel rio Fossarelli. Non dichiarato precedentemente demaniale.
20	Rio del Prete	Tavole	Prelà	Dalle origini allo sbocco nel rio Tavole. Non dichiarato precedentemente demaniale.
21	Rio Forno e Montegrazie	Rio Moltedo	Imperia	Tutto il corso del rio non dichiarato precedentemente demaniale, dalle origini fino all'ultimo frantoio verso monte. Dichiarato demaniale dallo sbocco fino all'ultimo opificio verso monte.
22	Rio Lavandè e Garsi	Impero	Chiusanico - Chiusavecchia	Tutto il corso del torrente non dichiarato precedentemente demaniale, compreso gli affluenti dalle foci alle origini rispettive e sorgente Montebè Dichiarato demaniale dallo sbocco alla località Gombi.
23	Rio Orti	Rio Canderè	Chiusanico	Tutto il corso, dalle origini fino allo sbocco nel torrente Canderè. Non dichiarato precedentemente demaniale.
24	Rio Carossa	Torrente Impero	Pontedassio Chiusanico - Chiusavecchia	Tutti gli affluenti dalle foci alle rispettive origini. Non dichiarato precedentemente demaniale.
25	Rio Giarello	Impero	Pontedassio	Tutto il corso del rio non dichiarato precedentemente demaniale, dall'origine al suo ultimo frantoio. Dichiarato demaniale dallo sbocco al suo ultimo frantoio.
26	Rio S. Bartolomeo	Torrente Cervo	Cervo	Tutto il corso del rio non dichiarato precedentemente demaniale, dalle origini alla località Viali. Dichiarato demaniale dallo sbocco alla località Viali.
27	Rio del Bauso	Torrente Cervo	Cervo	Tutto il corso, dalle origini allo sbocco nel torrente Tovo. Non dichiarato precedentemente demaniale.
28	Rio Boschetto	Torrente Cervo	Cervo	Tutto il corso, dalle origini sino alla confluenzo con il torrente Tovo. Non dichiarato precedentemente demaniale.

Il Ministro: TUPINI

(2702)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Decisione da parte del Governo britannico ad estendere ad altri territori l'Accordo relativo ai beni italiani ed al pagamento dei debiti dovuti dall'Italia a persone del Regno Unito.

Addì 8 aprile 1948, il Governo britannico ha noticato essere stato deciso di procedere senz'altro alla estensione dell'Accordo relativo ai beni italiani detenuti dai custodi del Regno Unito ed al pagamento dei debiti dovuti dall'Italia a persone del Regno Unito, firmato a Roma il 17 aprile 1947 e reso esecutivo con decreto legislativo 6 marzo 1948, n. 466, ai sottoelencati territori: Aden, Bermuda, Guiana Britannica, Honduras Britannico, Isole Figi, Gibilterra, Costa d'Oro, Giamaica, Kenia, Isole Leeward (Residenza di Montserrat), Malta, Maurizio, Nigeria, Nysaland, Nord Rodesia, Sierra Leone, Singapore, Trinidad, Uganda, Zanzibar, Cipro, Barbados, Swaziland.

La eventuale estensione dell'Accordo ad altri territori coloniali, possedimenti e mandati è allo studio.

(2756)

Deposito da parte della Cina, dello strumento di ratifica al Trattato di Pace con l'Italia

In relazione al comunicato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 121 del 26 maggio 1948, agli Stati che fino a quella data hanno depositato lo strumento di ratifica al Trattato di Pace, firmato a Parigi il 10 febbraio 1947 ed entrato in vigore il 16 settembre 1947, è da aggiungere il seguente nominativo:

Ratifica:

Cina . . . . . . 24 novembre 1947

Saranno di volta in volta comunicate le ratifiche od adesioni che avranno luogo ulteriormente.

(2757)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO — PORTAFOGLIO DELLO STATO

Media dei cambi e dei titoli del 9 giugno 1948, n. 107

Argentina	87,50	Norvegia	70,57
Australia	1.129,10	Nuova Zelanda	1.129,10
Belgio	7,99	Olanda	131,77
Brasile	19,08	Portogallo	14,20
Canadà	350 —	Spagna	31,96
Danimarca	72,98	U. S. America	350 —
Egitto	1.447,25	Svezia	97,23
Francia	1,6325	Svizzera	81,59
Gran Bretagna	1.411,38	Turchia	124,43
India (Bombay)	105,70	Unione Sud. Afr.	1.402,45

Rendita 3,50 % 1906	82,20
Id. 3,50 % 1902	73 —
Id. 3 % lordo	52 —
Id. 5 % 1935	94,60
Redimibile 3,50 % 1934	77,15
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	75,075
Id. 5 % (Ricostruzione)	90,20
Id. 5 % 1936	90,825
Obbligazioni Venezie 3,50 %	98,50
Buoni del Tesoro 5 % (15 giugno 1948)	99,80
Id. 5 % (15 febbraio 1949)	99,75
Id. 5 % (15 febbraio 1950)	99,70
Id. 5 % (15 settembre 1950)	99,775
Id. 5 % quinq. 1950 (3ª serie)	99,55
Id. 5 % quinq. 1950 (4ª serie)	99,65
Id. 5 % (15 aprile 1951)	99,85
Id. 4 % (15 settembre 1951)	94,50
Id. 5 % convertiti 1951	99,60

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Diffida per smarrimento di buoni del Tesoro

(2ª *pubblicazione*). Avviso n. 61.

In conformità dell'art. 15 del regolamento 8 giugno 1913, n. 700, e art. 9 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato del 20 agosto 1947, n. 990, si notifica che è stato denunciato lo smarrimento del buono del Tesoro 5 % (1950), serie C-95, n. 1173, di annue L. 20.000, intestato a Rosso Ernesta fu Enrico, nubile, domiciliata a Torino, con vincolo a favore dello Stato, col pagamento degli interessi in Torino.

Si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorsi sei mesi dalla data della prima pubblicazione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* senza che siano presentate opposizioni, ai sensi dell'art. 15 del menzionato regolamento, si provvederà all'emissione del nuovo buono al nome della suddetta titolare.

Roma, addì 12 aprile 1948

Il direttore generale: DE LIGUORO

(1827)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina o conferma dei presidenti delle Casse comunali di credito agrario di Pozzomaggiore (Sassari), Capoterra (Cagliari), Riola Sardo (Cagliari), Ussaramanna (Cagliari) e Villaspeciosa (Cagliari).

IL DIRETTORE GENERALE DELLA BANCA D'ITALIA

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760 e 20 dicembre 1928, n. 3130, riguardanti l'ordinamento del credito agrario;

Visto l'art. 28 del regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo del 26 luglio 1937;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, sulla difesa del risparmio e sulla disciplina della funzione creditizia, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, numero 636, 10 giugno 1940, n. 933 e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 4 giugno 1947, n. 408;

Vista la proposta formulata dall'Istituto di credito agrario per la Sardegna.

Dispone:

1. Il sig. Sanna nob. Angelico fu Salvatore Antonio è nominato presidente dalla Cassa comunale di credito agrario di Pozzomaggiore (Sassari);
2. Il sig. Uccheddu Gioacchino fu Francesco è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Capoterra (Cagliari);
3. Il sig. Carta Salvatore fu Giovanni Antonio è confermato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Riola Sardo (Cagliari);
4. Il sig. Vacca Felice fu Efisio è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Ussaramanna (Cagliari);
5. Il sig. Deiana Efisio fu Giuseppe è nominato presidente della Cassa comunale di credito agrario di Villaspeciosa (Cagliari).

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 7 giugno 1948

Il direttore generale della Banca d'Italia
MENICHELLA

(2745)

CONCORSI

MINISTERO DEI TRASPORTI

Graduatoria generale del concorso a duecentosessanta posti di alunno d'ordine in prova degli uffici, riservato ai reduci, indetto con decreto Ministeriale 17 maggio 1946.

IL MINISTRO PER I TRASPORTI

Visto l'art. 11 del regio decreto-legge 17 novembre 1938, n. 1785;
Visto il decreto Ministeriale 24 giugno 1941, n. 3841;
Visto il decreto Ministeriale 9 dicembre 1941, n. 1728;
Visto il regio decreto 6 gennaio 1942, n. 27;
Visto il decreto Ministeriale 10 marzo 1942, n. 2745;
Visto il decreto Ministeriale 22 settembre 1942, n. 887;
Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141;
Visto il decreto Ministeriale 17 maggio 1946, n. 4013;
Udita la relazione della Direzione generale delle ferrovie dello Stato (Servizio personale e affari generali) n. P.A.G. 41/24/230 in data 12 maggio 1948;
Sentito il Consiglio di amministrazione;

Decreta:

1. — E' approvata l'annessa graduatoria di merito del concorso a duecentosessanta posti di alunno d'ordine in prova degli uffici, riservato a favore dei reduci di guerra.

2. — La nomina in prova dei vincitori deve aver luogo con decorrenza unica dal 1° giugno 1948 ad eccezione dei vincitori di cui ai punti 4 e 5 del presente decreto.

3. — I primi ventisei candidati idonei, oltre i vincitori, possono essere assunti a ruolo.

4. — I sottoindicati due concorrenti, che ottennero l'ammissione alle prove orali dell'analogo concorso originario di cui al decreto Ministeriale del 24 giugno 1941, n. 3841, e che sono risultati vincitori nel concorso di cui al decreto Ministeriale 17 maggio 1946, n. 4013, devono essere inseriti come appresso, nella graduatoria approvata con decreto Ministeriale del 10 marzo 1942, n. 2745, con decorrenza della nomina in prova, agli effetti giuridici, dal 15 aprile 1942:

Arcangeli Marcello, tra Del Vecchio (7° grad.) e Elia Paolo (8° grad.); Mati Rino, tra Cecchi Giovanni (61° grad.) e Manservigi Alfredo (62° grad.).

5. — I sottoindicati tre concorrenti, che ottennero l'ammissione alle prove orali dell'analogo concorso originario di cui al decreto Ministeriale del 9 dicembre 1941, n. 1728, e che sono risultati vincitori nel concorso di cui al decreto Ministeriale 17 maggio 1946, n. 4013, devono essere inseriti come appresso, nella graduatoria approvata con decreto Ministeriale del 22 settembre 1942, n. 887, con decorrenza della nomina in prova, agli effetti giuridici, dal 1° novembre 1942:

Dall'Olio Edmondo, tra Castagnoli Gino (62° grad.) e Ferrazzuolo Aniello (63° grad.); Valenza Michele, tra Sabia Pasquale (67° grad.) e Palanti Ermindo (68° grad.); Pasanisi Salvatore, tra Dominici Fernando (71° grad.) e Capuozzo Luigi (72° grad.).

Roma, addì 12 maggio 1948

Il Ministro: CORBELLINI

GRADUATORIA DEGLI IDONEI

1. Lallo Matteo
2. Vicini Fernando
3. Polichetti Salvatore
4. Annesse Pietro
5. Nigro Michele
6. Antolini Giovanni
7. Russo Salvatore
8. Moraldo Ernesto
9. Del Corso Osvaldo
10. Saracco Aldo
11. Mennone Ottavio
12. Martina Aldo
13. Redaelli Vittorio
14. Toscano Raffaele
15. Leoni Umberto
16. Lupieri Lotto Vittorio
17. Cantini Athos
18. Mazzarino Filippo
19. Palestini Francesco
20. Paolozzi Gualtiero
21. Guerriero Leopoldo
22. Quero Alberto
23. Pezone Luigi
24. Vicini Marcello
25. Risani Erio
26. Torcia Luigi
27. Mannaioni Torquato
28. Petrini Dario
29. Biasin Camillo
30. Oronzio Giuseppe
31. Zucalli Aldo
32. Bertaccini Ottorino
33. Missana Genesio
34. Giordano Pietro
35. Grandone Raffaele
36. Marra Giuseppe
37. Messina Antonino di Pietro
38. Parente Luigi
39. Negri Dante
40. Carone Arturo
41. Matis Delio
42. Tasca Giovanni
43. Mari Carlo
44. La Marca Vincenzo
45. Faggiano Giovanni
46. Sottili Ivan
47. Angelini Nievo
48. Ruggero Francesco
49. Massa Angelo
50. Sirito Vittorio
51. Foti Clemente
52. Fraccalvieri Francesco
53. Terranova Giovanni
54. Oliva Armando
55. Gozzo Giovanni
56. Tonetti Aldo
57. Nannoia Raffaele
58. Morelli Vincenzo
59. Sgheri Sghero
60. Cogliandro Santo
61. Simiani Ezio
62. Angelini Azelio
63. Cassone Giuseppe
64. De Micheli Teresio
65. Nosetti Ernesto
66. Mariani Franco
67. Biondi Angelo
68. Arcangeli Marcello
69. Messina Antonino di Bartolo
70. Spanò Leonardo
71. Della Mora Lino
72. Pecchioli Rossano
73. Megale Giuseppe
74. Naselli Oreste
75. Di Stefano Giovanni
76. Ganci Giovanni
77. Marchetti Mario di Giuseppe
78. Fazio Giovanni
79. Pellegrini Giovanni
80. De Caro Francesco
81. Stella Ugo
82. Gallozzi Attilio
83. Fiore Emanuele
84. Mastrapasqua Giuseppe
85. Ricciardi Michele
86. Iob Sisinio
87. Cannella Aniello
88. Galderisi Carmelo
89. Pocciati Renato
90. Ravazzi Pasquale
91. Tateo Giorgio
92. Lancia Ezio
93. Leoni Eugenio
94. Rampa Alessandro
95. Laurenti Bruno
96. Marchetti Mario di Aroldo
97. Anzidei Mario
98. Leonardi Vincenzo
99. Pastorello Luigi
100. Cugno Giuseppe
101. Sala Mario
102. Cascino Francesco
103. Rustici Francesco
104. Lazzi Mario
105. Liguori Felice
106. Pappalardo Gaetano
107. Di Biasi Cosimo
108. Faccini Fulvio
109. Mercantelli Luciano
110. Viero Mario
111. Talevi Franco
112. Tuzio Giuseppe
113. Giovannini Gino
114. Murgia Angelo
115. Circassi Giulio
116. Masenga Giuseppe
117. Baldinelli Edilio
118. Lucii Cesare
119. Valenti Nicolò
120. Marzari Vittorio
121. Brambilla Carlo
122. Vecchiarelli Pietro
123. Incide Romualdo
124. Epifani Francesco
125. Simeone Giuseppe
126. Furlani Carlo
127. Cortazzo Vittorio
128. Donia Antonino
129. Benvenuti Sergio
130. Riva Emilio
131. Sarrù Libero
132. Santopietro Rocco
133. Paolini Damiano
134. Olivari Francesco
135. Zanucco Pasquale
136. Zappelli Fabio
137. Migliorini Primo
138. Sementa Alfonso
139. Nisco Francesco
140. Cunsolo Raffaele
141. Bassi Orlandino
142. Vignocchi Orazio
143. Scarato Costantino
144. Spiezie Francesco
145. Laureti Giglio
146. Ruffini Lorenzo
147. Tarallo Francesco
148. Pizzo Lino
149. Rovellaschi Achille
150. Bertocchi Albino
151. Barillà Carlo
152. Mariani Giorgio
153. Sediari Giovanni
154. Genzini Nettuno
155. Fabrizi Fabrizio
156. Sordi Enzo
157. Pietrolucci Angelo
158. Lazazzera Giorgio
159. Bruni Enrico
160. Cirafici Nicolò
161. Carbone Giuseppe
162. Rossi Francesco
163. Cosola Giuseppe
164. Rizzoli Fiorentino
165. Vesco Maurizio
166. Petruzzellis Michele
167. Sirigatti Armando
168. Menallo Sebastiano
169. Cassetti Michele
170. Di Mauro Salvatore
171. Rossetti Franco
172. Dall'Olio Edmondo
173. Scimonelli Pietro
174. Moracci Renzo
175. De Matthaeis Pietro
176. Pardelli Dino
177. Iesu Giovanni
178. Bosi Ezio
179. Lotti Gino
180. Pasquali Dino
181. Marinelli Manlio
182. Volterani Enrico
183. Berkuli Giordano
184. Agresti Michele
185. Padula Gennaro
186. Valenza Michele

187. Barutta Ugo
188. Macaluso Calogero
189. Dunio Vittorio
190. Castorani Giovanni
191. Lucchese Pasquale
192. Zadra Romualdo
193. Sbacchi Giuseppe
194. Pollio Nicolò
195. Coniglio Mario
196. Guerra Bruno
197. Lucarelli Silvio
198. Favro Edoardo
199. Falchi Luigi
200. Pepe Alfredo
201. Angelone Giovanni
202. Merlino Guido
203. M'angialaio Temistocle
204. Ferrari Luigi
205. Pettinelli Werter
206. Bandini Bandino
207. Fasulo Vito
208. Romano Antonio
209. Giordano Francesco
210. Bormo Pietro
211. Lombardi Aldo
212. Palla Lidro
213. Imperatore Agostino
214. Turoni Egisto
215. Coli Sergio
216. Belli Aldo
217. Saccenti Sileno
218. Fomez Mario
219. Boffa Oreste
220. Di Matteo Giuseppe
221. Amisano Silvio
222. Lonardi Agostino
223. Piombo Cristoforo
224. De Rosa Raffaele
225. Prestianni Fedele
226. Solfato Corrado
227. Beucci Mario
228. Airoldi Alessandro
229. Valentini Giovanni
230. Comparini Diro
231. Pinzarrone Arturo
232. Ciancio Filippo
233. Zampi Aldo
234. Postorino Alfredo
235. Romanazzi Luigi
236. Tamai Mario
237. Galvagni Aldo
238. Parca Giovanni
239. Mati Rino
240. Roccheggiani Luciano
241. Proietti Giuseppe
242. Scopesi Giovanni
243. Albano Giuseppe
244. Cipriani Amedeo
245. Perrucci Francesco
246. Campanella Aldo
247. Surace Paolo
248. Bonafede Giuseppe
249. Souberan Aldo
250. Bedosti Widmer
251. Lanciaprima Giovanni
252. Wanderling Domenico
253. De Rosa Guido
254. Del Parco Salvatore
255. Riemma Costantino
256. Forti Mario
257. Di Sacco Elio
258. Pasanisi Salvatore
259. Landolfi Domenico
260. Tantillo Giuseppe
261. Azzarello Mario
262. Ronconi Lamberto
263. Sobrini Giovanni
264. Bellini Franco
265. Masucci Domenico
266. Bandini Carlo
267. Magoga Carlo
268. Guzzo Domenico
269. Maracci Lino
270. Di Gesù Giuseppe
271. Taccone Fernando
272. Piastrelli Giordano
273. Sergi Domenico
274. Coghi Adelmo
275. Pastorini Altero
276. De Marco Giovanni
277. Cossu Edoardo
278. Bocchi Marino
279. Caldara Salvatore
280. Villano Antonio
281. Cazzoli Eros
282. Pedalino Diego
283. Stagnetti Carlino
284. Camangi Franco
285. Gnemmi Lino
286. Cabano Athos
287. Cannone Nicola
288. Elberti Giuseppe
289. Belmonte Vittorio
290. Pasini Pietro
291. Struglia Antonio
292. Antonelli Giuseppe
293. Vitolo Pietro
294. Scatena Sante
295. Buffagni Dario
296. Mauceri Sebastiano
297. Menino Carlo
298. Ficili Vincenzo
299. Dalla Torre Sergio
300. Pizzoni Antonio
301. Vincenzini Marcello
302. Caruso Cosimo
303. Badano Eugenio
304. Fiorentino Mario
305. Bellanca Antonino
306. Claudio Luca
307. Danese Angelo
308. Bernardi Cesare
309. Mongiorgi Otello
310. Ramina Federico
311. Polimeni Aldo
312. Iavicoli Amedeo
313. Lombardo Francesco
314. Boggero Renato
315. Lo Bianco Vincenzo
316. Rovati Dino
317. Steffenino Giovanni
318. Chiusi Antonio
319. Totolo Renato
320. Fratini Marcello
321. Naso Umberto
322. Capriotti Elvio
323. Baldacci Silio
324. Arcopinto Francesco
325. De Michele Antonio
326. Conti Raffaello
327. Zilli Silvio
328. Garofalo Raffaele
329. Giuseppetti Pietro
330. Grieco Gioacchino
331. Peruzzotti Carlo
332. Bacci Bruno
333. Salomone Vincenzo
334. Borghi Valerio
335. Marri Fulberto
336. Giannini Domenico
337. Trotta Francesco
338. Carrà Aristeo
339. Torre Giuseppe
340. Vitale Natale
341. Iovine Antimo
342. Iudicone Gaetano
343. Baroncini Sergio
344. Collura Pietro
345. Tomasso Luigi
346. Buttitta Onofrio
347. Micalizzi Tommaso
348. Sciascia Alfredo
349. Frati Luciano
350. Bacchereti Enzo
351. Alberghini Bruno
352. Cannonito Salvatore
353. Izzillo Pellegrino
354. La Porta Lorenzo
355. De Pierantoni Mario
356. Tartaro Giuseppe
357. Rossi Adolfo
358. Boccafogli Luciano
359. Lo Monaco Vincenzo
360. Cappa Egidio
361. Tomoli Giuseppe
362. Cuffiani Luigi
363. Benati Laerte
364. Bartolini Luigi
365. Pancioli Dublino
366. Zanini Luciano
367. Cannella Vittorio
368. Angiolillo Onofrio
369. Catalani Spartaco
370. Serani Primo
371. Cassese Vincenzo
372. De Angeli Emilio
373. Ferrazzo Mario
374. Berardini Costantino
375. Siculella Alberto
376. Alessandrini Carlo
377. Graziano Salvatore
378. Marcante Danilo
379. Mancini Sobrero

(2738)

PREFETTURA DI SAVONA

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Savona

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SAVONA

Visto il decreto prefettizio n. 17126 Div. san., del 17 luglio 1947, con il quale veniva bandito il pubblico concorso per titoli ed esami ai posti di ostetrica per le condotte di Savona (5ª zona Santuario), Albissola Marina, Sassello, Varazze (1ª e 2ª condotta urbana);

Viste le risultanze dei verbali della Commissione giudicatrice, nominata con decreto dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica in data 21 gennaio 1948;

Visto l'art. 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria del concorso di cui in narrativa:

1) Carnesella Agnese . . . . punti 63,19
2) Briasco Maddalena . . . . » 62,72
3) Bernardin Orsola . . . . » 61,80
4) Repetto Albina . . . . » 60,97
5) Fazio Vittoria . . . . » 59,47
6) Besio Giovanna . . . . » 54,73
7) Borrettini Carmen . . . . » 54,58
8) Magliano Consolina . . . . » 54,13
9) Zecca Pia . . . . » 51,87
10) Dodino Felicita . . . . » 50,46
11) Cellario Caterina . . . . » 50,05
12) Oliva Aurora . . . . » 49,29
13) Firpo Emilia . . . . » 47,73
14) Musso Caterina . . . . » 45,83
15) Rosso Felicita . . . . » 45,43
16) Delfino Natalina . . . . » 45,31
17) Milani Maddalena . . . . » 44,56
18) Perrone Maddalena . . . . » 42,37
19) Peluffo Giuseppina . . . . » 42,34
20) Uberti Dina . . . . » 41,69

Savona, addì 22 maggio 1948

Il prefetto: VICI

(2832)

Graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Savona

Il Prefetto della provincia di Savona, in data 29 maggio 1948, con suoi decreti n. 2300 25840 22907 23001 23162, vista la graduatoria di merito delle concorrenti ai posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia, ha dichiarato vincitrici le seguenti candidate per le condotte a fianco di ciascuna indicate:

1) Carnesella Agnese, Albissola Marina;
2) Briasco Maddalena, Varazze (1ª condotta urbana);
3) Bernardin Orsola, Varazze (2ª condotta urbana);
4) Repetto Albina, Savona (Santuario);
5) Besio Giovanna, Sassello.

(2833)

PREFETTURA DI COSENZA

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cosenza

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Vista la graduatoria delle concorrenti ai posti vacanti di ostetrica condotta della Provincia, formulata dall'apposita Commissione;

Riconosciuta la regolarità delle operazioni compiute;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle concorrenti a posti vacanti di ostetrica condotta della Provincia:

N.	Nome	Punti
1.	Rizzuto Maria fu Rosario	punti 52,39
2.	Segalini Porzia di Luigi	» 51,67
3.	Milano Caterina di Giacinto	» 51,64
4.	Santoro Francesca di Gennaro	» 51,48
5.	Ferraiuolo Elena di Francesco	» 50,23
6.	Romano Esterina di Mariano	» 48,85
7.	Perisciutti Clara di Gino	» 47,67
8.	Franceschelli Maria di Giuseppe	» 47,60
9.	Marcone Lea fu Galliope	» 47,56
10.	Manfredini Teresa di Arnaldo	» 47,02
11.	De Fazio Teresa fu Leopoldo	» 46,85
12.	Veschini Ida di Claudio	» 46,84
13.	Ferraiuolo Anna di Francesco	» 46,50
14.	Corsini Nilda fu Luigi	» 46,44
15.	Fregola Domenica di Francesco	» 46,28
16.	Palumbo Campisani Bianca di Saverio	» 45,98
17.	Troni Bianca fu Ruziero	» 45,39
18.	Zerardi Maria di Giuseppe	» 45,32
19.	Droghetti Bruna di Luigi	» 43,78
20.	Conti Anna di Maria	» 43,36
21.	Modina Maria di Angelo	» 42,25
22.	Bragagni Rita di Ruggiero	» 42,16
23.	Faillace Maria di Giuseppe	» 42 —
24.	Straface Immacolata di Cosimo	» 42 —
25.	Romanelli Pace Maria fu Roberto	» 41,80
26.	Maradei Maria Ida di Vincenzo	» 41,39
27.	Oliverio Viafora Teresa di Saverio	» 41,05
28.	Giacomelli Maria di Antonio	» 40,90
29.	Sicoli Elena fu Pasquale	» 40,84
30.	Princisvalle Ermelinda di Servilio	» 40,63
31.	Castaldini Gina di Sofia	» 40,44
32.	Albani Gioconda	» 40,39
33.	Orazi Dina di Pacifico	» 40,04
34.	Caleffi Barbieri Enza di Antonio	» 39,94
35.	Lambertini Domizia di Sisto	» 39,52
36.	Fini Osanna di Gottardo	» 39,19
37.	Maradei Maria Francesca di Vincenzo	» 38,33
38.	Amoroso Giulia di Rosario	» 38,25
39.	De Seta Serafina fu Francesco	» 37,50
40.	Rimonti Isotta di Luigi	» 37,45
41.	Feraco Erminia fu Arcangelo	» 37,17
42.	Risi Volta Novella di Giovanni	» 37,12
43.	Billi Bianca fu Pacifico	» 37,02
44.	Granieri Assunta di Giuseppe	» 36,75
45.	Romanini Augusta fu Girolamo	» 36,34
46.	Marchetti Norma fu Adelino	» 36,27
47.	Bafari Tambati Filomena fu Giov. Batt.	» 33,25
48.	Marzocchi Milazza fu Arturo	» 32,25
49.	Porzio Siria fu Giuseppe	» 31,55
50.	Buffone Maria fu Angelo	» 31,15
51.	Monaco Antonietta di Gaetano	» 31,03
52.	Stocchi Filomena fu Achille	» 22,19

Cosenza, addì 11 maggio 1948

Il prefetto: DELLI SANTI

Graduatoria delle vincitrici del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Cosenza

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI COSENZA

Vista la graduatoria delle concorrenti ai posti vacanti di ostetrica condotta della Provincia, approvata con decreto di pari numero e data;

Viste le sedi indicate in ordine preferenziale per le quali ciascuna candidata ha inteso di concorrere;

Decreta:

Alle vincitrici del concorso ai posti vacanti di ostetrica condotta della Provincia sono assegnate le sedi a fianco di ciascuna di esse indicate:

1) Rizzuto Maria fu Rosario, Acri;
2) Segalini Porzio Maria fu Luigi, Amantea;
3) Milano Esterina di Giacinto, Castrovillari;
4) Santoro Franceschina di Gennaro, Fuscaldo Marina;
5) Ferraiuolo Elena di Francesco, Cosenza (S. Ippolito);
6) Romano Esterina di Mariano, Belmonte C.;
7) Perisciutti Clara di Gino, Spezzano S.;
8) Franceschelli Maria di Giuseppe, Rogliano;
9) Marcone Lea fu Galliope, Lungro;
10) Manfredini Teresa di Arnaldo, Montalto Uff.;
11) De Fazio Teresa fu Leopoldo, Scigliano;
12) Veschini Irma di Claudio, Pietrafitta;
13) Ferraiuolo Anna di Francesco, Donnici;
14) Corsini Nilda fu Luigi, Mongressano;
15) Fregola Domenica di Francesco, S. Giovanni F.;
16) Palumbo Campisani Bianca di Saverio, senza sede;
17) Troni Bianca fu Riziero, Acquaformosa;
18) Zerardi Maria di Giuseppe, S. Stefano Rogl.;
19) Droghetti Bruna di Luigi, Torano C.;
20) Conti Anna di Maria, Corigliano (Schiavone);
21) Modena Maria di Angelo, Serra Aiello;
22) Bragagni Rita fu Ruggero, Amendolara;
23) Faillace Maria di Giuseppe, Laino B.;
24) Straface Immacolata di Cosimo, S. Sofia d'Epiro;
25) Romanelli Pace Maria fu Roberto, Orsomarso;
26) Maradei Maria Ida di Vincenzo, senza sede;
27) Olivieri Biafora Teresa di Saverio, senza sede;
28) Giacomelli Maria di Antonio, Pedivigliano;
29) Sicoli Elena fu Pasquale, senza sede;
30) Princisvalle Ermelinda di Servilio, Altilia;
31) Cataldini Gina di Sofia, senza sede;
32) Albani Gioconda, Guardia P.;
33) Orazi Dina di Pacifico, Buonvicino;
34) Caleffi Barbieri Elsa di Antonio, Falconara Alb.;
35) Lambertini Domizia di Sisto, S. Domenica T.;
36) Fini Osanna di Gottardo, S. Lorenzo V.;
37) Maradei Maria Francesca di Vincenzo, Tarsia;
38) Amoroso Giulia di Rosario, senza sede;
39) De Seta Serafina fu Francesco, Alessandria C.;
40) Rimondi Isotta di Luigi, Belsito;
41) Feraco Erminia fu Arcangelo, Carpanzano;
42) Risi Volta Novella di Giovanni, Scala G.;
43) Billi Bianca fu Pacifico, Castroregio;
44) Granieri Assunta di Giuseppe, senza sede;
45) Romanini Augusta fu Girolamo, senza sede;
46) Marchetti Norma fu Adelino, S. Caterina Alb.;
47) Bafari Tambati Filomena fu G. Battista, senza sede;
48) Marzocchi Milazza fu Arturo, senza sede;
49) Porzio Siria fu Giuseppe, senza sede;
50) Buffone Maria fu Angelo, Zumpano;
51) Monaco Antonietta di Gaetano, Panettieri;
52) Stocchi Eleonora fu Achille, senza sede.

Cosenza, addì 11 maggio 1948

Il prefetto: DELLI SANTI

(2698)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* — SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.